

Des vieux papiers tout neufs.

« Gaspillage » ! Le mot est revenu plusieurs fois durant la récente campagne pour les élections présidentielles en France, devant la débauche d'affiches, de tracts, de journaux électoraux. Un journal électoral de 8 pages tiré à 10 ou 15 000 exemplaires représentait à lui seul plus de 20 hectares de forêt. La parution des quotidiens français régionaux et nationaux absorbe en un mois 2 100 hectares de forêt, soit l'équivalent de la forêt de Chantilly.

Le papier journal et le papier carton, représentent plus du quart de la consommation française de produits papetiers ; le carton ondulé en représente un autre quart, les cartons plats 10 %. Les produits papetiers ont une « durée de vie » extrêmement courte comparée à la durée moyenne de croissance d'un arbre, 25 ans. Or le bois entre pour 62 % dans la composition des produits papetiers. La fabrication du papier et l'approvisionnement sont donc étroitement liés à la situation de la production forestière.

Un capital forestier

Les produits forestiers et les industries papetières se trouvent affrontés aujourd'hui à une double crise : crise des matières premières et crise des prix. Le danger fut longtemps masqué par les ressources forestières du globe : quarante millions de kilomètres carrés, soit 30 % des terres émergées.

La situation actuelle est logique : un produit vendu trop bon marché stimule à tel point la consommation que la pénurie, en fin de compte, est inéluctable. Les pays producteurs de bois, Canada, U.R.S.S., pays scandinaves et, dans une moindre mesure, Europe occidentale, vendant à bas prix, n'ont pu investir assez pour satisfaire une demande sans cesse croissante sans déflorer leurs réserves.

La plupart des pays s'efforcent de maintenir des forêts, mais tous n'y parviennent pas. Si l'on commence à se tourner vers ces nouveaux « gisements » que sont les forêts tropicales, riches en eucalyptus qui bat tous les records de croissance rapide (dix ans), on ne sait pas assez que la forêt française est une des plus vastes d'Europe. Tombée à 3 600 000 hectares au début du siècle dernier, elle en compte près de 15 millions à l'heure actuelle. Chaque année, 100 000 hectares sont reboisés avec l'aide du Fond National Forestier. Hélas, neuf sur dix des arbres plantés sont des conifères qui acidifient des terrains autrefois aptes à une flore riche et variée. Pour parvenir à équilibrer nos importations papetières avec nos exportations, il faudrait disposer de trois millions d'hectares supplémentaires, ce qui supposerait, en l'état des choses, des mesures tout à fait exceptionnelles pour encourager les propriétaires. L'augmentation en 1973 de 20 % par rapport à l'année précédente de la valeur d'un fond forestier amorce peut-être un mouvement spéculatif... Mais l'exploitation intensive de nos forêts pour fabriquer du papier, synonyme pour beaucoup de gaspillage, coûterait cher et serait surtout très mal perçue par une population qui verrait sans doute d'un autre œil une utilisation

plus noble et plus rationnelle du bois (matériaux de construction, mobilier...).

Le bois « sacralisé »

Le bois devenu cher parce que rare et dans certains pays presque « sacralisé », le problème n'est pas d'en utiliser beaucoup plus, mais de lui trouver des produits de substitution. Le chiffon qui déjà du temps de Balzac se tarissait et nous fournit moins de 1 % de la production de papier en Europe (mais de très haute qualité) n'est pas dans la course. L'expérience japonaise de papier à base de plastique a tourné court en raison du renchérissement du pétrole.

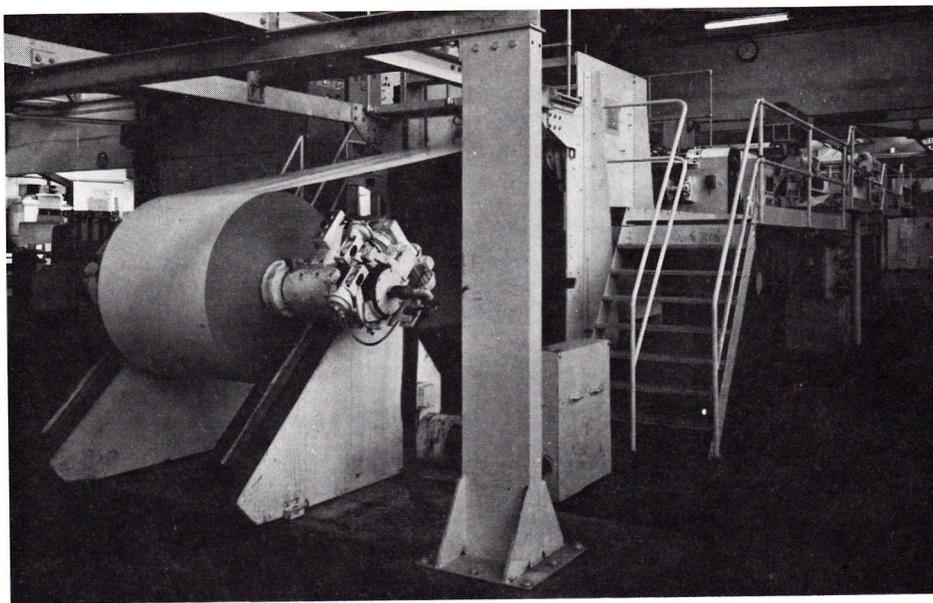
La plupart des végétaux annuels, alfa, paille de blé, bagasse, ont des fibres cellululosiques courtes, sensiblement équivalentes à celles des feuillus. Celles des linters, chanvres et bambous (500 espèces) peuvent concourir avec les conifères. Mais toutes ces fibres sont associées en quantités considérables à des cellules non fibreuses, ce qui fait tomber leur proportion utilisable à presque la moitié de la teneur d'un conifère.

Cependant, certains jouent un rôle important dans des pays pauvres en bois. En Inde, la pâte de bambou est une des matières premières les plus importantes pour la fabrication de papiers d'impression (17 % de la consommation totale papier-carton). Les végétaux annuels représentent également plus de 20 % de la fabrication en Amérique centrale et du Sud. En Europe, ils sont plus souvent associés en petites quantités à des pâtes (l'alfa qui donne au papier un excellent lissé, la paille de blé pour obtenir une meilleure rigidité). La bagasse fait exception : partout à travers le monde, des recherches sont engagées pour permettre la production de papier sans adjonction de pâte chimique de conifères ou de linters. En France, l'INRA lance une opération pilote sur deux mille hectares plantés de canne de Provence, roseau géant contenant beaucoup plus de cellulose que le taillis. Expérience à suivre... Les végétaux annuels qui ne représentent encore que 5 % des pâtes à papier mondiales verront certainement leur rôle s'accroître considérablement dans l'avenir.

Les vieux papiers tout neufs

Mais la solution à moyen terme la plus rationnelle, la plus économique et la plus logique - celle aussi dont on peut attendre le plus - est le recyclage des vieux papiers (34 % des ordures ménagères en France) qui constituent actuellement, au plan mondial, le cinquième des « matières premières » utilisées. Le Japon réemploie la moitié de sa production ; l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse oscillent entre 40 et 44 %. La France, dans ce domaine est bien modeste : elle ne récupère que 30 % de papier-carton. Elle devrait parvenir à se hisser au niveau de ses voisins, ce qui assainirait la situation de son industrie du papier. Sur 4,5 millions de tonnes consommées, 1,3 millions sont collectées. Un autre million de tonnes

* Etude réalisée par European Applied Marketing, France.



*30 % seulement
du papier-carton
est récupéré en France*

est détruit par l'usage, ou incinéré séparément. On calcule que la récupération serait moins coûteuse pour la société que les traitements destructeurs, d'ailleurs polluants (nécessité de fours spéciaux). Enfin, plus de 2 millions de tonnes de papier restent mêlées aux ordures ménagères et disparaissent avec elles : elles aussi pourraient être partiellement collectées et réutilisées.

Seul est obligatoire actuellement l'enlèvement des vieux papiers et rognures dans les messageries et imprimeries : 400 tonnes de journaux et revues invendus sont ainsi enlevées chaque jour aux N.M.P.P. Le Syndicat National des Industries et Commerces de la Récupération des Vieux Papiers envisage une campagne nationale de ramassage.

Il faut un effort massif d'information du public, car c'est lui qui au départ peut effectuer le premier tri ; mais il faut aussi une infrastructure de collecte bâtie sur un modèle industriel. Trois tâches devraient revenir aux pouvoirs publics : promouvoir la création ou le développement de circuits de récupération ; inciter les municipalités à étudier la question en collaboration avec les collecteurs professionnels (locaux, etc.) ; susciter l'équipement d'installations de désencrage. Deux autres pourraient être ajoutées : on peut imaginer que le gouvernement fixe un pourcentage minimum - supérieur à l'actuel - de réemploi de vieux papiers dans la fabrication de papier-carton neuf ; il n'apparaîtrait peut-être pas inopportun de limiter l'exportation de vieux papiers, alors qu'on assiste actuellement à leur évaison vers d'autres pays producteurs (surtout la Suède) et que nous les réimportons ensuite sous forme de produits finis ou demi-finis...

Techniquement, le réemploi du vieux papier ne pose pas de difficulté. Décomposé en pâte, il sert essentiellement à la fabrication de papier d'emballage teinté, industrie en plein essor en France même (6 à 10 % de progression par an) en compagnie des papiers industriels et « à jeter » (12 à 15 % de progression par an). Le seul problème sérieux est celui du désencrage pour réimpression éventuelle : face à des encres de compositions différentes, un même procédé est rarement efficace pour toutes. Il existe

pourtant des méthodes dont l'une, utilisée au Japon, aux Etats-Unis et en Suède substitue à l'opération humide très polluante la voie sèche, beaucoup plus « propre » qui désencrage efficacement la plupart des papiers. Il serait enfin tout à fait imaginable de réimprimer des papiers anciens remis à neuf et teintés, ce qui permet un désencrage plus grossier.

600 F la tonne

Jusqu'à présent, le principal obstacle à une récupération rationnelle de papier était dû à la variation des cours qui, lorsqu'ils s'effondraient, ne permettaient pas de couvrir les frais de collecte, de manutention et de transport. Pendant longtemps, les papetiers français ont sous-payé le vieux papier, mais la tension actuelle a provoqué une hausse sans précédent et sans doute durable. Le carton qui se vendait fin 1973 entre 45 et 65 centimes le kilo, atteint 75 centimes en juin 1974 ; le prix moyen de vente de cent kilos de vieux papiers atteint 60 F. Les papetiers se plaignent qu'au cours des six derniers mois la hausse moyenne soit de 60 %. Pourtant, le vieux papier doit être considéré comme une matière première en tenant compte, bien sûr, des frais de traitement.

La récupération et le réemploi des vieux papiers pratiqués intensément pourraient avoir des conséquences économiques non négligeables : la destruction des ordures ménagères est coûteuse pour la collectivité : elle nécessite des installations lourdes et polluantes : la récupération des vieux papiers diminuerait le tonnage d'ordures à détruire puisque les vieux papiers représentent 34 %. D'autre part, le recyclage des vieux papiers permettrait de réduire jusqu'à 15 % la consommation de matière première, le bois, d'économiser ainsi plus de 1 million de stères de bois et de soulager les industries papetières françaises dépendant des fournisseurs étrangers.

Il est permis d'espérer : depuis des années la ville de Washington (Etats-Unis) réimprime chaque année, sur les vieux annuaires du téléphone, des annuaires neufs...